

EDITION SPÉCIALE COVID-19

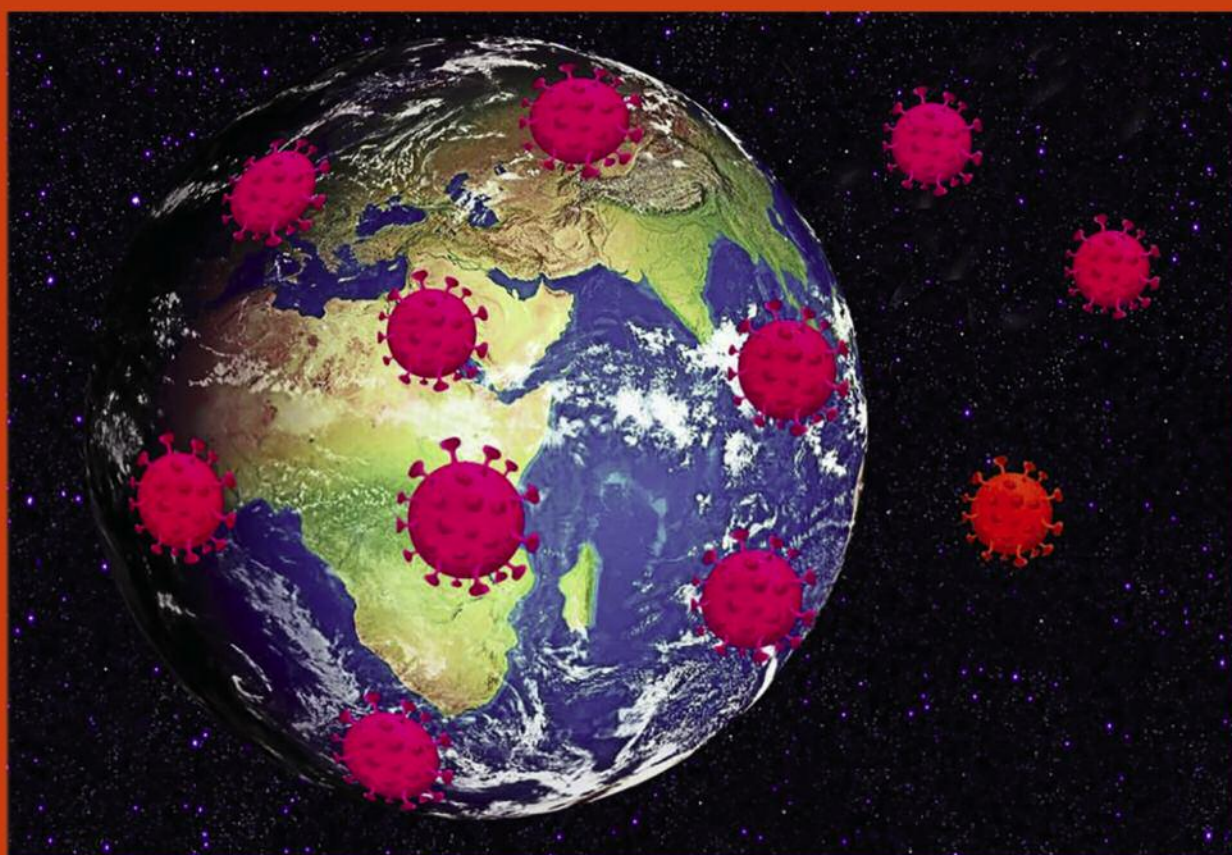
NOUVELLES ETINCELLES



Hebdomadaire d'Information du Parti Communiste Guadeloupéen N° 874-875 • Jeudi 23 et 30 Avril 2020 - 2€ Martinique 2€20 - France : 2€50

UNIQUEMENT SUR NOS SUPPORTS NUMÉRIQUES : www.nouvellesetincelles.fr et Facebook nouvelles etincelles

COVID-19



**La vraie guerre est livrée
contre les travailleurs
et les peuples**

Réouverture des écoles le 11 mai : Irresponsable et dangereux



CINFORMATIONS SPÉCIAL COVID-19

Service-Public.fr

EXAMENS 2020 ÉVALUATION PAR LE CONTRÔLE CONTINU

| Troisième | Première |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> Brevet délivré sur les notes obtenues au cours des 3 trimestres Les notes obtenues pendant le confinement ne sont pas prises en compte Oral supprimé | <p>Épreuves de français</p> <ul style="list-style-type: none"> Note écrite : moyenne des notes obtenues au cours des 3 trimestres (hors confinement) Oral maintenu si les conditions le permettent <p>E3C</p> <ul style="list-style-type: none"> Deuxième série annulée et remplacée par : - la moyenne des notes des E3C1 + E3C3 - la moyenne des notes obtenues sur l'année (hors confinement) |
| Terminale (générale et technologique) | BEP, CAP et Bac pro |
| <ul style="list-style-type: none"> Épreuves écrites et orales annulées Diplôme délivré sur la base du contrôle continu : - notes obtenues pendant l'année (hors confinement) auxquelles seront appliqués les coefficients du bac - appréciations du livret scolaire dont l'assiduité et l'engagement pendant le confinement <p>Les notes obtenues en première sont maintenues</p> | <ul style="list-style-type: none"> Épreuves validées sur la base du : - contrôle en cours de formation déjà passé - livret scolaire <p>Un jury s'assurera de l'harmonisation des notes et de l'égalité de traitement des candidats</p> |

Je soutiens
l'élevage guadeloupéen

#MangerLokal
c'estVital

COVID 19 : DRIVE DE DÉPISTAGE POUR LA GUADELOUPE

PARKING DES EAUX CLAIRES
PARKING CLINIQUE DE CHOISY
PARKING LABORATOIRE BIO POLE
ANTILLES

**Vous devez prendre
rendez vous sur le
site :**

www.biopoleantilles.fr

LES VOLS À L'ARRIVÉE ET AU DÉPART DE PÔLE CARAÏBE POUR LA SEMAINE DU 27 AVRIL AU 3 MAI 2020

Attention, pour tous les arrivants de Paris, Cayenne et Fort-de-France, une quatorzaine stricte dans un hébergement dédié doit être respectée.

Suite à l'arrêté ministériel du 21 mars 2020, la préfecture rappelle que les déplacements aériens doivent relever soit d'un motif impérieux d'ordre personnel et familial, soit d'un motif de santé relevant de l'urgence, soit d'un motif professionnel ne pouvant être différé.

Les vols nationaux

Seule la compagnie Air France assure désormais une liaison aérienne entre la Guadeloupe et l'Hexagone. Pour la semaine du 27 avril au 3 mai 2020, le planning des vols est le suivant :

Arrivées

Mardi 28 avril - 14h50 : AF 792 en provenance de Paris CDG

Jeu 30 avril - 14h50 : AF 792 en provenance de Paris CDG

Départs

Mercredi 29 avril - 17h20 : AF 793 à destination de Paris CDG

Vendredi 01 mai - 17h20 : AF 793 à destination de Paris CDG

Les vols régionaux

Chaque mardi, Air France assure un vol à destination de Fort-de-France et de Cayenne. Ce vol permet la correspon-

dance avec le vol AF 841 au départ de FDF et à destination de CDG.

Mardi 28 avril - 12h20 : AF 600 à destination de Fort-de-France puis de Cayenne. Au retour, vol AF 601 départ de Cayenne à 17h55 et de Fort-de-France à 19h50 - arrivée à Pointe-à-Pitre 20h35.

Les vols inter-îles

Pointe-à-Pitre /Saint-Martin et Saint-Barthélemy (Aller-retour) : vols les lundis, mercredis et vendredis

• Pointe-à-Pitre / Saint-Martin (Grand Case) : 12h45

• Saint-Martin (Grand Case) / Pointe-à-Pitre : 14h00

• Pointe-à-Pitre / Saint-Barthélemy : 12h45

• Saint-Martin / Saint-Barthélemy : 14h

• Saint-Barthélemy / Saint-Martin : 13h15

Pointe-à-Pitre / Marie-Galante (Aller-retour) : vols les mardis, mercredis et vendredis.

• Pointe-à-Pitre / Marie-Galante : 14h30

• Marie-Galante / Pointe-à-Pitre : 15h05

INFORMATIONS UTILES

Avant tout déplacement aérien (à destination ou au départ de la Guadeloupe), les voyageurs doivent remplir une attestation dérogatoire spécifique.

ÉLARGISSEMENT DE LA STRATÉGIE DE DÉPISTAGE PAR TESTS PCR

En préparation d'un déconfinement progressif, l'Agence Régionale de Santé met en place une stratégie élargie de dépistage du coronavirus par tests PCR afin de compléter l'évaluation épidémiologique de la circulation du virus mise en place par Santé Publique France depuis 1 mois.

Ainsi, plusieurs points de prélèvement sont en cours de déploiement sur l'ensemble du territoire, notamment des «drive» de dépistage mis en œuvre avec des laboratoires d'analyse médicale sur la base d'une prescription médicale et sur RDV. Ces dispositifs permettent de réaliser rapidement de nombreux prélèvements sans que les individus n'aient à sortir de leur véhicule, garantissant ainsi la sécurité des personnes testées et de leur préleveur. Un premier drive a été mis en place sur le parking des Eaux Claires à Baie-Mahaut dès le mercredi 21 avril. Cela sera reproduit à la Clinique de Choisy au Gosier, sur le parking de Biopôle à Petit-Canal et très prochainement à Basse-Terre, Saint-Barthélemy et Saint-Martin.



L'aveu d'échec de Toto !

Dans une de ses dernières déclarations, le sénateur Victorin Lurel, appelé populairement «Toto», profondément touché dans son orgueil de «ti mal», en vivant dans l'impuissance, la mise hors-jeu des élus politiques guadeloupéens dans la conduite des affaires du pays, s'est écrié, la gorge serrée : « Le préfet a tout le pouvoir, il manque un leadership politique en Guadeloupe ».

Entendez par là, un homme politique capable de contester ce pouvoir au préfet et de prendre la direction des affaires du pays. Poussé dans ses derniers retranchements, Toto a lâché avec aplomb : «*Il y a deux personnes qui pourraient jouer ce rôle en Guadeloupe : Lucette Michaux-Chevry et Victorin Lurel*».

Lucette appréciera cet hommage de celui qui lui a coupé les ailes en 2003. Gillot qui a été poussé, sans ménagement, à la retraite politique, doit bien se marrer du désarroi de Toto qui ne peut que regarder passer le train de l'Etat dont il s'était fait le gardien du temple ici.

Cet appel à un leader pour la Guadeloupe, qui apparaît à ce moment précis, nous replonge dans cet écrit de Camille Loty Malebranche : Du leadership politique pour le peuple et la libération, où il pose ce principe de base : «*En deçà de tout artifice de domination et au-delà de tout processus normatif institutionnel, le leadership est chose de la personnalité forte et ouverte, riche en victuaille idéale pour convaincre les hommes à marcher selon son orientation et en détermination pour mener ses projets publics pour et avec le collectif à leur réalisation. Il va de soi que tout prétendu leader qui mène au mal et à la destruction ou instille des ordures idéologiques à ses conduits est un faux, c'est-à-dire un manipulateur*».

L'appel de Victorin Lurel est recevable. La Guadeloupe, comme tout pays, a besoin d'un leader. Un homme ou une femme capable de se saisir des aspirations du peuple et de le conduire à sa destinée. La question est : quelles sont les qualités d'un leader ?

C'est toujours Malebranche dans son texte, conforme à notre conception du leader qui dit : «*Le leader digne, se reconnaît d'abord par ses qualités intrinsèques de dévouement total jusqu'au dépouillement de soi envers ceux qu'il conduit et par sa transparence sans ombre d'aucun mensonge, d'aucune dissimulation ni personnelle, ni systémique-idéologique (...) sans imposer, s'imposer par ses talents et les ressources idéelles et morales de sa personne, voilà le fondement communicationnel et actionnel du leader en accord avec lui-même et avec sa vocation au profit de l'humain*».

Dans notre conception, le leader que doit se donner la Guadeloupe ne pourra être que le produit de son histoire, de sa culture, de son procès de développement, l'incarnation de sa lutte d'émancipation. Ce dont a besoin le pays, c'est un leader politique pour le peuple et sa libération, pas un manager du système institutionnel sous le contrôle de l'Etat. Comme on peut le constater, on est loin des modèles donnés en exemple par Toto.

4 EDITORIAL

L'humain d'abord

5 POLITIQUE

«Prévenir vaut mieux que guérir».
Un enseignement justifié par le Covid-19

6-9 DOSSIER

- Cuba : des médecins internationalistes
- La coopération médicale avec Cuba menacerait-elle des intérêts en Guadeloupe ?

9-10 ACTUALITÉS

- Retour vers Haïti
- Covid-19 : Rien ne sera comme avant ?
- Evolution de la pandémie

11 SOCIAL

Coronavirus : La vraie guerre est livrée contre les travailleurs et les peuples

12 SOCIÉTÉ

Ouverture des écoles le 11 mai 2020 :
Décision irresponsable et dangereuse !

13 VIE DU PCG

Journée internationale des travailleurs du 1^{er} mai
Déclaration commune des partis communistes et ouvriers du monde

14 CULTURE & PATRIMOINE

22 avril 2020 : 50^{ème} anniversaire
de la Journée de la Terre

15 INTERNATIONAL

Le monde d'après commence maintenant !

16 RÉALITÉ DU COMMUNISME

Déclaration commune des partis communistes et ouvriers pour la levée immédiate du blocus criminel des USA contre Cuba

- Directeur de la publication : Christian Celeste
- Directeur de rédaction : Christian Celeste
- Rédacteur en chef : Paul Quellery-Selbonne
- Comité de rédaction : Rubrique politique : Mona Cadoce Félix Flémin • Rubrique économie et social : Jocelyn Bouboune
- Rubrique Actualités : Paul Quellery-Selbonne
- Rubrique idéologie et Vie du Parti : Jean-Marc Berlima
- Rubrique international : Bernard Camier
- Rubrique Culture et Patrimoine : Nicole Taupe
- Rubrique Education et société : Emmanuel Broussillon
- Mona Cadoce • Rubrique Réalités du communisme : Christian Celeste • José Chipotel • Dossier : Ernesto Mandela
- Collaborateurs du comité de rédaction : Claudy Chipotel - Christian Salinière
- Responsable des annonces légales : Nelly Bramble
- Couverture & mise en pages : Gladys Jules-Gaston
- Photos : Paul Quellery-Selbonne - José Chipotel
- Editeur : AFEP 119 rue Vatable - 97110 Pointe-à-Pitre
Tél. 0590 91.00.85 - Fax. 0590 91.06.53
Mail. nouvelles-etincelles@wanadoo.fr
- Imprimerie : L'IMPRIMERIE 8, Lot Nesty Fort'île
97128 Goyave - Tél. 0590 94.67.66
(imprimé sur papier PEFC et recyclé)
- Responsable du service abonnement : Johanna Aglas
ja-nouvellesetincelles@outlook.fr
- Commission paritaire : n° 0121 P 11277

L'humain d'abord !



Christian Céleste

“ **Il est clair que pour ceux qui étaient en première ligne de front, en deuxième ligne ou sur la ligne arrière ; qui ont payé le prix fort pour combattre ce virus et qui savent aussi qu'ils ont été victimes de la « voracité » des patrons et des gouvernants qui ont donné la priorité à leur coffre-fort sur la vie des hommes, n'entendent pas recommencer comme avant.** ”

Tous les spécialistes disent que la pandémie occasionnée par le coronavirus est la plus grande crise sanitaire qui frappe le monde depuis la deuxième guerre mondiale. Certains pensent même que les moyens déployés pour la combattre, notamment le confinement de plus de la moitié de la planète, sont sans commune mesure avec ce qui a été fait pour les épidémies connues aux siècles derniers.

Le bilan humain alors que nous ne sommes pas sortis de la crise est déjà très lourd : 238 000 morts dans le monde dont 57 000 aux Etats-Unis, près de 25 000 en France.

A ce stade, la priorité absolue doit être de maintenir les efforts pour arrêter la spirale des décès et de sauver le maximum de vie.

Tous les moyens, tous les services de soins, toutes les unités de recherche doivent être mobilisés avec cette seule exigence : l'humain d'abord.

Mais, le monde doit faire face à un virus encore plus dangereux que le Covid-19 : Le capitalisme.

Avides de récupérer leurs profits perdus pendant le confinement qui a entraîné l'arrêt de leurs busines, les patrons des grandes entreprises sont déjà debout voile au vent pour exiger le retour urgent à « une activité normale ». Pour eux c'est comme si rien ne s'était passé et tout doit reprendre comme avant.

Pour ceux-là, ces prédateurs des richesses matérielles et humaines de la société, une seule exigence : Le profit d'abord.

Les morts causées par le coronavirus n'enlèvent rien à leur appétit de dividende, de rentes boursières.

Les paroles incantatoires prononcées par « leur Président », du genre : « Rien ne sera comme avant, il faut privilégier la santé sur l'économie, l'homme plutôt que le marché » ne pouvaient rien changer à la certitude de ses commanditaires qu'il n'y a pas d'alternative à leur système. Mais, ils se trompent !

Il est clair que pour ceux qui étaient en première ligne de front, en deuxième ligne ou sur la ligne arrière ; qui ont payé le prix fort pour combattre ce virus et qui savent aussi qu'ils ont été victimes de la « voracité » des patrons et des gouvernants qui ont donné la priorité à leur coffre-fort sur la vie des hommes, n'entendent pas recommencer comme avant.

Ils s'affichent plus disponibles pour prendre en charge l'évolution de leur société et sont de plus en plus sensible à l'idée d'une nouvelle économie possible, dont la finalité serait la satisfaction des besoins humains dans une mondialisation solidaire qui privilégie les échanges équitables, le respect de droits et des libertés individuels et des peuples.

«Prévenir vaut mieux que guérir» Un enseignement justifié par le Covid-19

Par Emmanuel Broussillon

En remontant le temps, seulement depuis la deuxième guerre mondiale de 1939-1945, les générations qui sont encore en vie peuvent parler de différentes catastrophes vécues qui ont entraîné des dizaines, voire des millions de morts. Ces ravages ont été des catastrophes naturelles, des épidémies ou des pandémies, des faits de guerres entre les nations, ces derniers étant les plus déplorables.

Le désastre humain que le monde aura vécu marquera ce 20^{ème} anniversaire du 21^{ème} siècle et restera dans son histoire. Et si cette pandémie, qui tire son origine de la ville de Wuhan en Chine, et dont l'alerte a été donnée le 03 janvier 2020, n'était que le signe annonciateur d'un monde nouveau ?

Le Président de la République française, Emmanuel Macron, a déclaré dès le 17 mars 2020, que la France, donc la Guadeloupe, était désormais en guerre. En guerre contre une armée de soldats invisibles du monde de l'infiniment petit, dont la seule arme de guerre, à la fois munition, est le Covid-19. Des soldats ou vibrions véhiculant un ADN de la mort et capables de se répliquer à l'infini, pour porter impitoyablement leur force de frappe sur toute la planète. Et, bien sûr, à la date d'aujourd'hui, la Guadeloupe a déjà payé un lourd tribut : huit morts !

Personne ne peut estimer quel sera le niveau final de cette tragédie. Car, toutes les puissances dites industrialisées ou pas, alors qu'elles affichent, avec fierté et vanité, leur puissance de feu par la bombe atomique, ont été prises de court dans leur impréparation, leurs faiblesses et sont condamnées à oublier, ne serait-ce que momentanément, leur rivalité et leurs désaccords pour



La grippe de 1918-1919 appartient déjà au type H1N1, endue célèbre en 2009 par une éruption qui suscite une inquiétude planétaire.

tenter de conjuguer leurs efforts. Cependant, cet ennemi commun parvient à se camoufler et obtenir même la collaboration inconsciente de ceux qu'il infecte, en les transformant en agents transmetteurs, ridiculement protégés. Désarmées dans cette drôle de guerre, des nations alliées ont parfois même des comportements ubuesques déloyaux en s'appropriant des matériels qui ne leur étaient pas destinés, sur le tarmac même des aéroports.

LA GUADELOUPE EXCELLE EN STRATÉGIE DE SOLIDARITÉ

Le peuple guadeloupéen, en respectant les consignes des autorités, excelle en stratégies de solidarité pour surmonter les difficultés générées notamment par le confinement et, inexorablement, celles qui seront engendrées après le déconfinement, pour continuer à vivre dans les meilleures conditions économiques, sociales et sanitaires possibles. On peut et on doit s'attendre à une actualisation de ce que d'autres générations ont appelé : «*Bay koko pou savon*». C'était plus précisément durant la période dite : «*An tan Sorin*». N'est-ce pas de tels gestes qui ont aidé après le cyclone de 1928, la guerre de 1939-1945, l'évacuation de la Soufrière en 1976, l'ouragan Hugo de 1989, lequel avait ravagé notre nature, si généreuse en productions de toutes sortes.

Malheureusement, passés ces durs moments, nous oublions rapide-

ment cette sagesse «*ou pa jen konnèt dèmen*», et nous ne continuons pas à cultiver notre autonomie sur certains aspects. «*Chasser le naturel, il revient au galop*». Nous nous laissons piéger par l'instinct de la facilité, par la surconsommation en tous genres induite par le capitalisme. Et nous voilà emportés par le prêt à porter, le prêt à cuire, le prêt même à manger, jusqu'au jour où les cigales que nous sommes redevenues se font encore interpeler et même parfois congédier par les fourmis qui nous ont observés.

ALORS, «PRÉVENIR VAUT MIEUX QUE GUÉRIR»

Puisse cette pandémie qui, une fois de plus, nous a obligés à porter sérieusement notre regard sur nos productions locales, sur le savoir et le savoir-faire de nos agriculteurs et de tant d'autres, nous dicter aussi définitivement quelques choix raisonnables. Et comment ne pas comprendre l'exhortation récente du docteur Henri Joseph quand il s'était exprimé : «*Je veux voir 5 000 Guadeloupéens à la terre comme pour les mass matin !*». Cela lui avait valu une injuste volée de bois vert par une sociologue. Aujourd'hui, nous disons symboliquement que c'est la totalité de la population guadeloupéenne, soit les 397 990 habitants qui doivent se mettre à la terre, si modestement qu'ils peuvent le faire et à quelque niveau qu'ils se situent. Quelques axes de réflexion :

- Pour une politique de définition et

de protection d'une surface agricole incompressible.

- Pour l'aménagement de jardins familiaux autour de la maison individuelle ou même au pied des immeubles, à l'instar de ce qui se passe, à Cuba.

- Pour la priorité à la plantation d'arbres fruitiers qui sont trop souvent sacrifiés au profit d'espaces gazonnés ou de plantes à fleurs, sans pour autant négliger l'aspect décoratif de l'environnement. Nous pensons à l'arbre à pain appelé «manman zanfan», à l'abricotier, au bananier «pòyò» dit «ti-bandi», au sapotillier, au cocotier, au corossolier. Nous pensons à ces diverses plantes du jardin potager qui contribuaient à notre subsistance, avant l'avènement de ces types de jardins sur les bateaux venant de tous les coins du monde et que nous emprisons de vider par caddies débordants des hypermarchés.

- Pour nous rappeler en permanence que nous vivons sur un archipel et, que quel que soit le lieu du domicile, nous parcourons moins de 20 km pour rejoindre la mer ou une rivière de baignade. Donc il n'est pas indispensable de sacrifier des dizaines de m² de l'espace disponible, pour la construction d'une piscine aérienne ou souterraine que l'on est obligé souvent d'abandonner pour des raisons diverses.

- Pour apprendre avec nos parents et nos grands-parents et pour les transmettre à nos enfants, le goût des saveurs locales, et non pas laisser à l'école le soin de tels apprentissages qui reviennent, avant tout, à la famille.

Nous ne parlerons même pas de ces savoirs faire en termes de couture, de bricolage, de crochets, de tricots, de broderie ou autres qui s'avèrent tellement utiles en période de crise économique. On nous rétorquera, nous le savons, que les aiguilles, le fil et le dé à coudre ne sont plus, ni à la mode, ni nécessaires car, les vêtements se portent surtout déchirés, depuis bien longtemps... Nous le répétons, à chacun son choix mais, il ne faudrait pas que, dans les moindres circonstances, nous nous trouvions désarmés au point de vouloir critiquer toutes les décisions prises par ceux et celles qui en ont la responsabilité et vouloir, coûte que coûte, les contourner.

A «*chacun son métier et les vaches seront bien gardées*», (Jean-Pierre Claris de Florian, 16 mars 1755 - 13 septembre 1794).

Cuba : «Des médecins internationalistes»

Par Ernesto Mandela

Lors de sa traditionnelle bénédiction «urbi, orbi», le Pape François a prononcé un discours religieux pour l'ensemble de l'humanité, plus spécifiquement pour les personnes touchées par la crise sanitaire, le Covid-19. Il a également prononcé un discours plus politique, dans lequel il demandait explicitement la levée des sanctions internationales pour des pays comme Cuba ou l'Iran qui ont du mal à se procurer des médicaments, ainsi que la suppression de la dette pour les pays africains qui ont du mal à lutter efficacement contre l'épidémie, faute de ressources publiques.

La suppression de la dette des pays africains semble avoir fait écho auprès du Président de la République française, Emmanuel Macron, à en croire ses propos lors de son allocution du 13 avril 2020. Par contre, il est évident que la levée des sanctions, tel que l'embargo américain sur Cuba, et le Venezuela ne rentre pas dans sa vision «d'un nouveau monde». Il est vrai que Cuba, l'île socialiste des Caraïbes, fait pâlir de honte les pays capitalistes et cela les met mal à l'aise.

Alors que tous les pays pratiquement, y compris Cuba (726 cas confirmés avec 21 décès au 14 avril 2020 selon l'Organisation mondiale de la santé, (l'OMS), sont confrontés à la crise sanitaire de coronavirus, l'Etat cubain envoie ses médecins, comme à son habitude, dans les pays fortement touchés par le virus, pour aider à lutter contre la propagation de la pandémie.

L'un des premiers pays qui a bénéficié de l'aide cubaine durant cette crise est l'Italie, principal foyer de la pandémie en Europe. Un accueil chaleureux a d'ailleurs été rendu à la brigade médicale cubaine venue

prêter main-forte au personnel hospitalier de Lombardie, débordé par le Covid-19.

Cette action du gouvernement cubain est tout à son honneur dans un contexte où, au vu des risques, certains pays préfèrent bloquer totalement leurs frontières et ne pas venir en aide à leurs voisins, à l'instar des pays du Nord de l'Europe, peu solidaires, comme l'a rappelé le Pape François.

**Oui à la solidarité !
Non à la division !**

Pourtant, même dans ce moment qui est plus à la solidarité qu'à la division, certains n'ont pas arrêté leurs dénigrement de la République socialiste de Cuba.

En effet, une partie de la presse française s'est faite porte-parole de la propagande anti-communiste, anticastriste, en accusant l'Etat cubain de réduire en esclavage ses médecins internationalistes. Cette accusation fait écho à une organisation qui se dit non gouvernementale mais assurément un avatar des USA : Prisoners Defenders. Celle-ci a porté plainte, en 2019, auprès de la cour pénale internationale de la Haye contre l'Etat Cubain pour «crimes contre l'humanité pour des faits d'esclavagisme».

Mais qu'est-il reproché à l'Etat Cubain ? Selon ces détracteurs, les missions humanitaires qu'exercent Cuba seraient réalisées au détriment des droits de l'homme et des droits du travail. Selon eux, les personnels médicaux cubains seraient forcés à participer aux missions de collaboration à l'étranger dans des conditions d'esclavagisme, au bénéfice du gouvernement. En ligne de mire, le salaire qui leur est versé, une surveillance démesurée, et la mainmise de l'Etat Cubain sur les recettes de ces programmes. En somme, un régal d'allégories abjectes venant d'une organisation dont on peut douter de l'objectivité car, présidée par un Espagnol d'origine cubaine,



Des médecins cubains venus aider l'Italie durant la pandémie de coronavirus

Photo : Ouest-France/AFP

affairiste dans des fonds d'investissement à risque dans le domaine de la télécommunication et du numérique.

LA COOPERATION SELON LES PRINCIPES DE L'INTERNATIONALISME SOCIALISTE

Mais quoiqu'il en soit, il est essentiel de bien comprendre le fonctionnement de cette brigade médicale et bien évidemment le rôle de l'Etat cubain.

Pour rappel, la réputation des médecins et personnels médicaux cubains n'est pas à faire. En effet, là où certains pays, dont la France, pratiquaient jusqu'à encore peu, un *numerus clausus*⁽¹⁾, conduisant à des déserts médicaux dans certains territoires, la jeune République socialiste a misé sur l'enseignement et la santé. Selon son ministère de la santé, Cuba dispose de plus de 76 000 médecins, pour un peu plus de 11 millions d'habitants, de 15 000 dentistes, 89 000 infirmières, et d'une faculté de médecine ouverte aux pays du sud⁽²⁾. Des dizaines de milliers de Latino-Américains, d'Africains et d'Asiatiques, vont se former à Cuba. En parallèle, Cuba a envoyé ses médecins dans certains pays nécessitant d'une aide d'urgence dans le domaine médical (Amérique Latine, Afrique, Caraïbes, etc...). La première brigade médicale cubaine a été envoyée en Algérie en 1963 et, depuis, elle officie dans plus de qua-

rante pays. Cet élan de solidarité est animé par les valeurs socialistes et humanistes propres à l'internationalisme que l'île porte en son sein.

La pratique de la solidarité au service des peuples

Donc, le service apporté par les médecins cubains est rémunéré, c'est une pratique normale dans les échanges internationaux. Cette rémunération n'est pas versée à «titre individuel» à la brigade médicale mais au gouvernement cubain. Il est essentiel de ne pas oublier que le système de santé à Cuba est gratuit et la formation des médecins est entièrement financée par l'Etat, tout l'inverse de ce qui se passe dans la majeure partie des pays occidentaux qui ont opté pour une libéralisation de leurs services de santé, contribuant à une dégradation de l'offre de soins responsable de la situation que nous connaissons actuellement avec le Covid-19.

C'est au nom de la brigade médicale cubaine que ces médecins officient et non pour leurs comptes personnels. Sur la rémunération versée pour l'aide apportée, une partie sert à financer les services publics, l'éducation et la santé ; une autre partie est reversée au médecin. Par ailleurs, pour qui ne le savent pas, le médecin en mission continue à percevoir intégralement son salaire à Cuba et reste titulaire de son poste de travail.

Alors même que notre planète vit des heures difficiles, que la France compte des dizaines de milliers de morts, que le monde compte plus de 150 000 décès, les Etats-Unis d'Amérique décident de suspendre l'aide versée à l'OMS. Pourtant, la presse libérale occidentale s'acharne sur Cuba qui, toujours sous embargo, envoie des médecins dans plusieurs pays.

Pour bien illustrer cela, je citerai quelques extraits d'un discours de Fidel Castro devenu célèbre : «*Notre pays ne largue pas de bombes sur d'autres pays et n'envoie pas non plus de milliers d'avions pour bombarder des villes [...]. Les dizaines de milliers de scientifiques et de médecins que compte notre pays, ont été sensibilisés à l'idée de sauver des vies. Des dizaines de milliers de médecins cubains ont prêté leurs services internationaux dans les endroits les plus reculés et les plus inhospitaliers [...]. Des médecins, pas des bombes*»⁽³⁾.

(1) Mis en place par l'Etat depuis 1971 pour les études de médecine, le *numerus clausus* permet de réguler en France le nombre d'étudiants en première année à admettre en deuxième année. Le nombre de places disponibles dans chaque spécialité (médecine, pharmacie, odontologie et maïeutique) est fixé chaque année par arrêté ministériel. L'objectif de cette sélection est d'être en adéquation avec les capacités d'accueil des établissements hospitaliers universitaires dispensant les formations.

(2) Source - <https://www.franceculture.fr/societe/avec-la-crise-sanitaire-cuba-exporte-plus-que-jamais-ses-medecin>

(3) Extraits du discours prononcé par Fidel Castro à Buenos Aires, en mai 2003- <http://fr.granma.cu/covid-19/2020-03-26/des-medecins-pas-des-bombes>

La coopération médicale avec Cuba menacerait-elle des intérêts en Guadeloupe ?

Par Christian Céléste

Dans le précédent numéro de ce journal, nous avons publié un article titré : «Bientôt des médecins cubains en Guadeloupe ?». Notre interrogation prenait en compte plusieurs facteurs reconnus par les professionnels de la santé et des responsables politiques :

- La situation sanitaire en Guadeloupe, confrontée au virus Covid-19.

- La tension dans les services de soins hospitaliers avec les risques de décrochage d'un personnel depuis longtemps en surcharge de travail

- La publication du décret issu de la loi de juillet 2019 ouvrant la possibilité de recruter des médecins à diplômes étrangers.

- La lecture de la carte médicale qui montre un manque criant de médecins généralistes et particulièrement de spécialistes en Guadeloupe.

A la publication de ce décret, qui concerne certes les médecins de tous les pays, le bon sens inclinait à penser que la coopération serait plus profitable avec du personnel médical provenant de notre zone géographique.

Voilà pourquoi, compte-tenu des performances reconnues du système de santé cubain et des relations entretenues depuis de longues années avec ce pays frère, nous avons naturellement pensé que nos responsables de la santé : l'ARS, le CHU, l'ordre des médecins et aussi les collectivités locales allaient se saisir de cette opportunité pour aider, dans le court et le plus long terme, notre système de santé à améliorer ses capacités d'intervention.

Depuis la sortie de ce décret, on a l'impression d'une sorte d'omerta. On n'entend plus parler de cette question dans les milieux autorisés.

Tout se passe comme si, tous les problèmes qui faisaient l'actualité des services de santé en Guadeloupe s'étaient subitement résolus.

LA MARTINIQUE MOBILISÉE POUR COOPÉRER AVEC CUBA

Dès la publication du décret, le président de la CTM, Alfred Marie-Jeanne a pris des initiatives pour rendre possible cette coopération. Après avoir saisi le Président de la République française à Paris de son intention de solliciter la venue de médecins cubains en Martinique, il a rencontré en tête à tête le préfet pour que cette demande soit, conformément aux prescriptions du décret, formalisée officiellement aux autorités cubaines par l'ARS. Ces trois instances dans un partenariat responsable se sont mises au travail pour présenter une demande bien ciblée préparée avec le CHU de la Martinique et la clinique Saint-Paul de Fort-de-France.

Dans une dépêche publiée le 23 avril par «APM news», Jérôme Viguier, directeur de l'ARS Martinique, a annoncé que le CHU de la Martinique et la clinique Saint-Paul devraient accueillir à la fin avril seize médecins cubains. Ils ont été sélectionnés sur la base des besoins exprimés par les hôpitaux concernés.

La Collectivité territoriale martiniquaise a joué pleinement son rôle dans la signature du protocole en prenant à charge toute la partie logistique :

- Le transport aérien de la brigade de Cuba à la Martinique.

- L'hébergement et le transport intérieur.

- La rémunération du personnel cubain sur la base de 100 euros mensuel par médecin.

Monsieur Viguier a apporté les précisions suivantes :

- Un travail a été engagé «de façon à pouvoir faire venir des renforts pour des spécialités sur lesquelles on anticipait des tensions à l'occasion de la crise : la pneumologie, la médecine polyvalente, l'infectiologie, la réanimation anesthésiste, la radiologie, la néphrologie, la médecine d'urgence...

- Mais l'objectif est aussi d'initier la capacité à avoir des médecins pour des spécialités clairement en tension, sur lesquelles les établissements n'arrivent pas à recruter. En dehors du cadre de l'urgence, il s'agit donc «d'une première étape», qui devrait s'inscrire dans un deuxième temps dans un schéma plus complet.

La stratégie des autorités françaises et de la Collectivité territoriale martiniquaise est clairement affirmée. La Martinique s'engage sans ambiguïté dans une coopération médicale bien balisée avec Cuba.

LA GUADELOUPE FAIT DANS LA DIVERSION

Nous savons bien que la Guadeloupe n'est pas la Martinique. Mais il y a tout de même beaucoup de similitudes en termes de développement, de besoins en santé publique, d'ingénierie, etc. Sur-tout, nous baignons côte à côte dans ce bassin Caraïbe à plus de 7000 km de Paris et un peu moins de 4000 km de La Havane.

Pourquoi ce qui a été possible en Martinique avec Cuba pour garantir les besoins de soins de la population, n'est toujours pas à l'ordre du jour en Guadeloupe ?

Des informations que nous avons pu recueillir, il ressort que l'ARS Guadeloupe a une toute autre stratégie que son homologue. Il faut toutefois reconnaître que nous sommes en Martinique dans le cadre d'une Collectivité unique avec un président, Alfred Marie-Jeanne, qui se positionne comme un leader national, ne prenant pas ses ordres à Paris.

Pour commencer, l'ARS semble avoir une approche bien particulière pour ne pas dire partisane dans la façon d'appliquer le décret de recrutement de médecins étrangers. Elle prend bien soin de préciser que ce décret n'est pas exclusivement dédié aux médecins cubains mais à tous les praticiens à diplôme étranger. Ça on le sait, mais tout le monde sait aussi, à moins de se placer sur une position anti cubaine, que les meilleurs médecins qui se trouvent dans notre bassin de vie, ce sont les Cubains.

Ensuite, l'ARS évoque le fait que peu de besoins ont été identifiés par les établissements hospitaliers à ce stade, en se retranchant derrière l'arrivée d'une certaine réserve sanitaire et à la stabilité de la situation épidémiologique.

Cette approche ne nous semble pas très nette. Voilà un CHU qui bien avant le Covid-19 était déjà dans un lourd déficit de médecins spécialistes, dont les équipes travaillaient en permanence à flux tendus et souvent en formation

réduite ; Le directeur du CHU, lui-même, avouait manquer de médecins à certains postes et avoir du mal à recruter des médecins de hautes qualifications. Comment en pleine crise du Covid-19 a t'on résolu cette question. Surtout, que l'on ne vienne pas nous dire que la réserve sanitaire composée de retraités, de stagiaires, d'étudiants va pouvoir en cas d'un retour brutal de la situation, faire face.

POURQUOI LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS N'ONT PAS FORMULÉ DE BESOINS ?

Il semble que des candidatures spontanées de praticiens étrangers via des réseaux des médecins ont été reçues à l'ARS. Sur quelles fiches de postes ont-ils postulé compte tenu du fait que les établissements hospitaliers n'ont pas, d'après les informations en notre possession, formulé de besoins.

Une question mérite d'être posée : il y aurait-il une cellule occulte de praticiens installés en Guadeloupe avec le comportement de médecins sous les cocotiers qui mobili-

sent, en collaboration avec des locaux, leurs réseaux pour torpiller toute ouverture en direction de Cuba afin de préserver leurs pratiques et leurs affaires ?

Cette hypothèse ne relève pas de la chasse aux complotistes. Car, l'ARS elle-même, confirme sa franche réserve d'entrer en relation directe avec Cuba. Parlant de fiches de postes restantes, on ne comprend pas trop ce que ça veut dire, l'agence précise qu'elle va les communiquer à l'ambassade de France dans les Antilles, pas à l'Ambassade de France à Cuba.

Qu'est-ce qui peut nous empêcher de penser qu'il y a une stratégie de refus de la coopération médicale avec Cuba ? Est-ce le choix stratégique de la directrice de l'ARS ou est-elle sous l'influence d'un lobby de praticiens que nous avons pointé ?

Sur cette question de la coopération médicale avec Cuba on n'a toujours pas entendu les élus guadeloupéens en soutien au sénateur Dominique Théophile.

ACTUALITÉS

Retour vers Haïti !

Comme partout ailleurs, le coronavirus qui a atteint les côtes de la République de Saint-Domingue, continue à faire des ravages au sein de la population. Le 19 avril 2020, on dénombrait 4 964 cas confirmés dont 946 sont hospitalisés, 3 367 en isolement familial, 416 rétablis et 235 sont morts.

Dans un sens, l'expansion de cette épidémie a fait l'affaire du gouvernement de Saint-Domingue qui, tantôt menait une politique de chasse aux Haïtiens qui résidaient sur son territoire.

A l'annonce qu'Haïti ne serait pas trop touché, pour l'instant, d'après les déclarations du gouvernement haïtien, des colonnes de ressortissants Haïtiens, se ruant vers la frontière, ont décidé de prendre le chemin du retour pour espérer vivre un peu plus longtemps. Ils ont décidé d'abandonner leur maison, leurs



Les Haïtiens franchissent les frontières de la République dominicaine vers Haïti

biens, leur travail, pour avoir la vie sauve. C'est ce que montre une vidéo en ligne sur les réseaux sociaux. Sans aucun contrôle, ils ont franchi massivement la frontière qui sépare les deux pays.

Selon un décompte officiel, en République de Haïti, dix nouveaux cas de coronavirus ont été enregistrés en une seule journée.

Aux dernières informations des autorités sanitaires, le pays comptait 57 cas confirmés, 3 décès, et aucun patient déclaré guéri.

La République de Haïti va connaître l'un des pires moments de son histoire, puisque le gouvernement américain profite de cette situation pour «épurer» son territoire de 46 000 réfugiés haïtiens.

Beaucoup de Haïtiens se tournent alors vers la mère patrie, avec toutes les conséquences que cela implique, que ce soit en matière sanitaire, de logement, de nourriture et surtout de l'insécurité.

Si l'opinion internationale ne fait pas jouer la solidarité avec Haïti, il y a fort à parier que la deuxième vague de Ccovid-19 aura comme point de départ le pays de Toussaint Louverture.

Paul Quellery-Selbonne

Covid-19 : Rien ne sera comme avant ?

Propos recueillis par Paul Quellery-Selbonne

A la dernière intervention télévisée du Premier ministre Edouard Philippe, le chef du gouvernement a déclaré que rien ne sera comme avant. Donc, avant l'apparition de cette épidémie. Réaction de Camille Edouard, membre du Bureau Politique du PCG, président de l'Association pour Réussir Capesterre-Belle-Eau



Je ne crois pas à la déclaration du Premier ministre. Rien ne sera comme avant, qu'est-ce que cela veut dire ?

Va-t-il remettre en cause toute sa politique désastreuse contre les salariés, contre les travailleurs ?

Ce sont ceux-là, les premiers qui sont attaqués, les plus vulnérables. Va-t-il mettre fin au système d'arrosage financier de ses amis, les nantis ?

Va-t-il annuler toute sa politique perverse mise en œuvre contre les retraités et mettre en place un système solidaire ? Pour ma part, je n'y crois pas !

Et je pense aussi, concernant la crise que nous traversons, avec la propagation de tous les mensonges et les décisions d'à peu près, depuis la déclaration de la crise jusqu'à aujourd'hui, la parole de l'Etat n'est plus lisible, elle a perdu de sa crédibilité

Ce qui, à coup sûr, va changer, c'est que le peuple français et le peuple guadeloupéen auront les yeux ouverts, puisque beaucoup de choses ont été mises au grand jour.

D'autres ne le sont pas encore mais le seront plus tard. Ainsi, cela permettra de découvrir la face cachée du pouvoir français qui privilégie un seul camp, celui de l'argent, ceux qui possèdent tout.

La balle est dans notre camp. Par conséquent, nous devrions nous même penser à notre nouveau monde.

J'observe certains amis locaux de Macron qui commencent à prendre leur distance, notamment le maire de Petit-Bourg et Président du GUSR, M. Guy Losbar qui, pour des raisons inavouées, durant la crise, a manifesté la volonté de poser le problème de l'autonomie de la Guadeloupe.

Serait-ce une nouvelle stratégie pour couillonner encore les gens ? Pour autant, cette crise est une occasion idéale justement pour tous ceux qui prônent l'autonomie de se rassembler pour proposer un nouveau modèle de développement et de gouvernance aux Guadeloupéens.

NOMBRE DE CAS DE COVID-19 EN DATE DU 28 AVRIL 2020

1

Coronavirus 1 447 cas et 33 décès en Outre-mer



Coronavirus : La vraie guerre est livrée contre les travailleurs et les peuples

Par Christian Céléste

Dans sa déclaration à la nation, le lundi 16 mars 2020, le Président de la République a dit sur un ton de «commandant en chef», «nous sommes en guerre!». L'ennemi officiellement désigné était le coronavirus, vecteur du Covid-19.

Drôle de déclaration de guerre qui nous rappelle, à bien des égards, celle de 1939-1945 contre l'Allemagne. D'abord, l'ennemi désigné, l'Allemagne, était-il le vrai, celui contre lequel on voulait se battre ? L'histoire nous enseigne comment la France s'est retrouvée acculée, face à l'Allemagne, alors que les chefs de gouvernement et de guerre regardaient plus à l'Est... L'URSS.

Ensuite, la drôle de guerre, comme on l'a appelée, parce qu'il n'y avait ni stratégies, ni armées, ni matériels, ni munitions, n'est-ce pas celle que nous vivons contre le coronavirus ? L'invasion du coronavirus apparue en Chine était annoncée depuis le mois de novembre 2020. Le gouvernement français n'a pris aucune des mesures qu'exigeait cette menace imminente pour préserver la vie des Français :

- Pas de moyens dans les hôpitaux (lits de réanimation, respirateurs, médecins et soignants).

- Pas de blouses, de masques, de gants, de solution hydro alcoolique, pour le personnel de santé et la population.

La ligne «Maginot» étant franchie comme en 1940. Le Président, chef de guerre, n'avait pas d'autres ressources que de confiner la population.

Ce sont les travailleurs : ceux de la santé, ceux de la sécurité, les pompiers, les ambulanciers, les managers et les caissières des commerces d'alimentation, les agriculteurs, qui ont tenu, avec courage et abnégation, les lignes de front.

Ils méritent notre reconnaissance, parce que l'Etat a failli à son devoir d'assistance, en étant incapable de leur venir en aide : trois semaines après le début de l'épidémie, il n'y avait toujours pas suffisamment de respirateurs dans les urgences, de lits de réanimation, de masques, de gants et de solution hydro alcoolique, de tests de dépistage. La population confinée a affronté cette situation en faisant jouer tous les ressorts de la solidarité.

Empêtré dans ses contradictions, ses mensonges, privilégiant la communication à l'action, nourrissant la polémique de la chloroquine, le gouvernement français n'a pas montré qu'il était réellement «en guerre» contre le coronavirus. A ce moment, ce dernier a déjà tué, chiffre officiel, 27 000 personnes en France et on ne l'a pas encore vaincu.

Les ennemis du gouvernement, les vrais, ce sont ceux contre lesquels il livre bataille depuis son accession au pouvoir. Ce sont ceux que le Président désigne par ce mépris : «ceux qui ne sont rien» ; ce sont les gilets jaunes, ceux que le ministre Castaner fait gazer et mutiler dans les manifestations ; ce sont les retraités qui s'opposent aux réformes de la retraite et à une fiscalité injuste.

La preuve de ce que nous avançons ? Le gouvernement, au service du grand capital, a pris des ordonnances le 25 mars 2020, en plein confinement, pour permettre de renforcer l'exploitation des travailleurs. Le patronat pourra faire travailler les salariés jusqu'à 60 heures par semaine, leur imposer jusqu'à six jours de congé, et réduire leurs jours de repos et de RTT. Cela, pour répondre à la demande de Monsieur Geoffroy Roux de Gezieux, le chef du Medef qui a déclaré «qu'il faudra bien se poser la question tôt ou tard du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise et faciliter, en travaillant un peu plus, la création de croissance supplémentaire».

La vraie guerre, celle qui n'a jamais cessé pour le camp de Macron, la lutte des classes, connaît une violente offensive des forces capitalistes qui pensent pouvoir stériliser le mouvement social à la sortie de la crise sanitaire.

Le gouvernement français annonce déjà un soutien de 110 milliards aux grandes entreprises pour soutenir cette offensive. La décision d'ouvrir les écoles le 11 mai participe de cette lutte des classes.

La France, à contre-courant de cette immense solidarité qui s'est déployée sur toute la planète pour lutter contre le corona virus, joue avec l'Union Européenne inféodée à l'alliance atlantique, sa partition dans la guerre lancée contre les peuples de Cuba, du Venezuela, de la Chine, qui donnent l'exemple au monde de la supériorité du socialisme-communisme sur le capitalisme en phase de décomposition.

La présence du bateau de guerre français Dixmude dans la Caraïbe, sous couvert d'une mission officielle d'assistance nommée résilience, ne trompe aucun observateur de la situation géopolitique dans cette région du monde.

Les forces de la paix, les organisations démocratiques de la jeunesse du monde, les Partis Communistes et ouvriers du monde, sont mobilisés pour faire échec à toutes agressions contre des pays souverains et des peuples qui ont choisi librement leur modèle de société.

L'ancienne ministre de la justice, Christiane Taubira, en taclant le président du Medef, a esquissé le cadre de ce qui doit changer.

«Ces vieux réflexes qui consistent à dire que la vie des gens, leur sécurité, leur santé, leurs conditions de vie... tout ça, est hors champ ; ce qui compte, c'est la productivité, la rentabilité, les cadences ; ça c'est terminé». Un autre monde se lève !

Ouverture des écoles le 11 mai 2020

Décision irresponsable et dangereuse !

Par Christian Céléste

Le Président de la République, dans son allocution du 13 avril 2020, a annoncé contre toute attente, l'ouverture progressive des écoles, à partir du 11 mai 2020, date du début du déconfinement, alors que l'épidémie n'est pas maîtrisée.

Après les dispositions esquissées par le Président et développées par le Premier ministre devant l'Assemblée nationale, c'est toujours le plus grand flou qui entoure cette décision. A dire vrai, personne n'y comprend rien.

Qu'est-ce qui peut motiver ce choix, lorsque l'on sait que les crèches, les écoles, les collèges, les lycées, les amphithéâtres, sont les plus grands et actifs incubateurs de microbes et de virus du globe ?

Les hommes du gouvernement qui sont les obligés du grand capital ont-ils fait le choix de sacrifier nos enfants sur l'autel du profit ?

Ce que veut Emmanuel Macron et ses hommes, c'est de caser les enfants pour permettre un retour massif au travail. C'est toujours la logique du profit qui prévaut.

Car, comment comprendre :

- On réouvre les établissements scolaires, alors «qu'une deuxième vague épidémique n'est pas à exclure».

- On réouvre les établissements scolaires du primaire et du secondaire, mais on laisse fermé l'enseignement supérieur qui ne reprendra les cours qu'en septembre.

- On rouvre les établissements scolaires et donc nécessairement les cantines et réfectoires, mais pas les restaurants, les bars et les salles de spectacles. Où est la logique dans tout cela ?

DÉCISION IRRESPONSABLE ET DANGEREUSE

Comment feront les enseignants pour faire respecter les gestes barrières ? Qui fournira les masques ? Comment seront organisés les transports scolaires, les classes de musique et de chant ainsi que les séquences sportives ?

Quelle angoisse pour les parents qui devront, en tremblant, gérer la peur que leurs enfants contractent la maladie mortelle !

Une telle décision qui n'a fait l'objet d'aucune concertation, ni avec les élus, ni avec le corps enseignant, ni avec les parents, relève d'une conception totalitaire du pouvoir. Elle est irresponsable et dangereuse.

PLUTÔT UNE RENTRÉE EN SEPTEMBRE 2020

Nous comprenons bien la nécessité pour nos enfants de reprendre le chemin de l'école, mais cela ne peut pas se faire dans n'importe quelle condition, encore moins dans la précipitation. C'est pourquoi nous nous associons aux réserves justifiées des enseignants, des parents d'élèves, des élus, qui demandent des garanties sérieuses et concrètes sur l'état sanitaire réel et sur les moyens pour assurer la sécurité de tous, notamment :

- Une désinfection totale et en profondeur des établissements scolaires.

- De l'eau, du savon, des produits hydro-alcoliques.

- Un dépistage systématique de toutes les personnes présentes dans ces lieux.

- La mise à disposition des masques en nombre suffisant aux enfants, aux enseignants et à tout le personnel de ces établissements.

- L'organisation des transports dans le respect des règles barrières.

- L'organisation sécurisée de la restauration scolaire.

- La réunion des instances officielles de l'éducation en Guadeloupe, particulièrement le Conseil académique de l'Education nationale (CAEN).

D'une manière générale, les syndicats enseignants et les syndicats des personnels administratifs et techniques, les associations des parents d'élèves, les élus des collectivités, partagent cette position : l'école ne pourra réouvrir en Guadeloupe que si toutes les conditions de sécurité sont réunies, avant le 11 mai 2020. De l'avis de tous, cela relève des travaux d'Hercule.

Une tendance majoritaire est en train de se dessiner pour préparer plutôt une rentrée en septembre 2020.

Nous sommes dans cette tendance car, cela nous paraît plus responsable, plus respectueux de la vie et de la réussite éducative des enfants guadeloupéens.



JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DU 1^{er} MAI 2020

Déclaration commune des partis communistes et ouvriers du monde

Les partis communistes et ouvriers, co-signataires de la présente déclaration commune, souhaitent exprimer une position globale commune à l'occasion du Premier mai, Journée internationale des travailleurs.

Bien que les mobilisations des travailleurs de cette année ne seront pas aussi massives que celles des années précédentes, en raison des effets de l'épidémie de Covid-19, les travailleurs auront néanmoins recours à diverses formes de mobilisation pour célébrer leur Journée internationale des travailleurs, en tant que journée de lutte et de grève, et exprimeront ainsi leurs objectifs et leurs revendications, afin de s'opposer à l'exploitation capitaliste.

Nos partis communistes et ouvriers vont organiser diverses actions à cette occasion, en plus des activités internationales, et cette déclaration universelle représente l'une d'entre elles.

Cette année, à un moment où l'impact de l'épidémie de Covid-19 devient de plus en plus fort et où le système de santé publique dans les pays les plus capitalistes est défaillant et n'est pas capable de protéger la santé humaine.

Des millions de travailleurs ont déjà perdu leur emploi, les droits du travail sont abolis, des milliers de travailleurs, en particulier les personnes âgées, risquent de perdre la vie, et les systèmes de santé sont impuissants face à cette épidémie, l'économie mondiale est en grande crise, tandis que les gouvernements capitalistes aident les grandes entreprises capitalistes monopolistiques en distribuant des milliards de dollars à leurs sociétés pour protéger les mécanismes du capitalisme, tout en laissant dans le même temps des millions de personnes souffrir de la pauvreté, du chômage et de la marginalisation.

La nouvelle crise mondiale n'est pas le résultat de l'épidémie de Covid-19. Nous, les partis communistes et ouvriers, estimons que cette crise est le résultat des contradictions insurmontables du système d'exploitation, tandis que l'émergence de l'épidémie de Covid-19 souligne le caractère de classe des politiques anti-populaires appliquées par les gouvernements bourgeois et par l'économie de marché capitaliste, qui négligent les politiques au service de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique.

Dans cette situation nouvelle, nous luttons en tant que partis communistes et ouvriers dans nos pays contre les dictatures, contre l'extrême droite, contre les nouvelles formes de fascisme et, en général, contre les régimes capitalistes qui exploitent la classe ouvrière et les autres couches populaires. Nous luttons contre les plans et les interventions impérialistes des États-Unis, de l'OTAN, de l'Union Européenne et de leurs alliés. En même temps, nous luttons ensemble pour le socialisme, qui établira un véritable développement, qui servira les besoins du peuple et la cause de la paix, qui abolira l'exploitation de l'homme par l'homme. Le capitalisme n'est pas la fin de l'Histoire, et les partis communistes et ouvriers s'efforcent de coordonner la lutte internationale pour le renverser.

La lutte pour la paix, les droits des travailleurs, la sauvegarde de l'environnement, la protection de la santé publique, la fin de la pauvreté et du chômage nécessite le pouvoir des travailleurs, le socialisme et la lutte commune des partis communistes et ouvriers, de la classe ouvrière et des peuples.

Le premier jour du mois de mai, la Journée internationale des travailleurs, demeure le symbole de notre lutte pour le socialisme, qui nous permettra d'assurer un avenir meilleur à l'humanité.

Partis signataires à ce jour (29/04/20) :

1. Parti communiste d'Albanie
5. Parti socialiste des travailleurs de Croatie
9. Parti des travailleurs d'Irlande
13. Parti communiste jordanien
17. Parti communiste palestinien
21. Les communistes de Serbie
25. Parti communiste du Swaziland
29. Parti communiste du Venezuela

2. Parti du travail d'Autriche
6. Parti communiste au Danemark
10. Parti communiste d'Israël
14. Parti communiste du Kurdistan, Irak
18. Parti communiste des Philippines
22. PC des Travailleurs d'Espagne
26. Parti communiste du Sri Lanka
30. Parti communiste Guadeloupéen

3. Tribune progressiste du Bahreïn
7. Parti des travailleurs hongrois
11. Parti communiste de Grèce
15. Parti communiste du Mexique
19. Parti communiste soudanais
23. PC des peuples d'Espagne
27. Parti communiste de Turquie

4. Parti communiste du Bangladesh
8. Parti communiste d'Irlande
12. Parti communiste unifié de Géorgie
16. Parti communiste du Népal
20. Nouveau PC de Yougoslavie, Serbie
24. Les communistes de Catalogne
28. Parti communiste des États-Unis

NÉCROLOGIE

FRED ZITA, UN COMMUNISTE RACINE DU MOULE S'EN EST ALLÉ SUR L'AUTRE RIVE

En plein confinement, le camarade Fred Zita, un Communiste historique de la ville du Moule, a tiré ses révérences. Le camarade Zita, qui a adhéré très jeune aux idées du communisme, était un proche de Rosan Girard. Il lui est resté fidèle ainsi et qu'au Parti Communiste Guadeloupéen jusqu'à la fin de sa vie à l'âge de 76 ans.

Adjoint au maire de la ville du moule, il n'a jamais mis son drapeau dans sa poche. Il a livré avec nous la dernière bataille des élections régionales avec une détermination sans égale.

Nous n'oublierons jamais son sens de la solidarité, son amour du pays et du peuple.

Le Parti lui rendra l'hommage que mérite son engagement et son apport à la lutte d'émancipation du peuple guadeloupéen.



LE MESSAGE DE CONDOLEANCES DE CHRISTIAN CELESTE

J'ai appris avec une profonde tristesse le décès de mon camarade et ami Fred Zita. Les circonstances que nous vivons rendent encore plus douloureuses ce départ. Nous ne pouvons pas être aux côtés des siens.

Fred avec qui, je partageais cet idéal communiste implanté par Rosan Girard et ses compagnons à Moule et en Guadeloupe, est resté enraciné dans sa terre, fidèle à son idéal de transformation sociale en osmose avec son peuple. Le Moule et la Guadeloupe perdent un grand fils. En mon nom personnel et au nom du Parti Communiste Guadeloupéen, je m'incline devant sa mémoire.

22 avril 2020 : 50^{ème} anniversaire de la Journée de la Terre

Il y a tout juste 50 ans, la première Journée de la Terre était célébrée aux Etats-Unis. Depuis, chaque année, 190 pays dans le monde organisent des événements autour de cette date qui mobilise plus d'un milliard de personnes. Pourtant la pandémie Covid-19 de l'année 2020 a bouleversé cet événement majeur pour l'environnement.



HISTORIQUE DE LA JOURNÉE DE LA TERRE

Depuis 50 ans, la Journée de la Terre mobilise les citoyens, les associations, les entreprises et les gouvernements dans une lutte collective contre l'exploitation irresponsable des ressources planétaires par les activités humaines.

Le premier Jour de la Terre est né aux Etats-Unis ! En 1970, 20 millions d'Américains (soit 10% de la population du pays à l'époque) s'engagèrent dans la plus grande manifestation écologique de l'histoire concrétisée par des événements coordonnés à travers tout le pays.

Révoltés par les marées noires, le smog et les rivières polluées, 20 millions de personnes sont descendues dans la rue pour protester contre ce qu'ils considéraient comme une crise environnementale. Il s'agissait du plus grand événement civique de la planète et cette manifestation a obligé le gouvernement américain à prendre des mesures concrètes, notamment en adoptant des lois environnementales et en créant des agences environnementales.

En 1990, le réseau de la Journée de la Terre a élargi cette journée au niveau mondial en organisant des célébrations et des actions dans 142 pays !

En 2009, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolu-

tion reconnaissant officiellement cette journée comme la Journée internationale de la Terre nourricière.

LA JOURNÉE DE LA TERRE PENDANT LA PANDÉMIE DU COVID-19

Les 50 ans de la Journée de la Terre s'annonçaient déjà comme un événement historique. Prévue pour rassembler de nouveau milliard de personnes à travers une série d'événements partout dans le monde, la pandémie au Covid-19 a entraîné le confinement de 4 milliards de personnes dans le monde, c'est plus de la moitié de la population mondiale !

Impossible dans ces conditions de réunir physiquement des personnes, si ce n'est virtuellement. C'est pourquoi, la Journée de la Terre 2020 s'est matérialisée cette année par 24 heures d'actions en ligne.

JOURNÉE DE LA TERRE 2020 : VÉGÉTALISER VOS ASSIETTES !

L'un des appels majeurs de cette journée de la Terre 2020 est la nécessité de végétaliser nos assiettes.

En effet, une grande partie des maux qui affectent notre environnement, le climat et la biodiversité proviennent de notre alimentation qui comprend beaucoup trop de viande et de produits laitiers, qui sont, en outre, plutôt mauvais pour la santé.

Ce que nous mangeons affecte le

changement climatique et la santé humaine. Mais le fait de suivre un régime à base de plantes et d'éviter les produits d'origine animale soulage notre planète du fardeau de l'agriculture animale, qui contribue énormément à la destruction écologique et au changement climatique. Combattons le changement climatique avec le changement de régime." plaide le réseau de la Journée de la Terre qui invite chaque citoyen à "retirer la viande de votre alimentation au moins un ou deux jours par semaine".

Rappelons que la végétalisation de nos repas est le levier le plus efficace pour diminuer notre empreinte écologique sur notre support de vie.

L'APPEL DES NATIONS UNIES POUR LA JOURNÉE DE LA TERRE

Alors que le monde se mobilise pour planifier une reprise post-pandémique, le PNUE et d'autres parties du système des Nations Unies voient là une occasion d'attirer l'attention sur la nécessité de «reconstruire en mieux». Ignorer les menaces de destruction de l'environnement présente des risques et ceux-ci doivent être compris et traités grâce à des mesures de protection et des politiques adaptées. Le 22 avril est un rappel opportun de saisir les opportunités qu'offre le monde naturel pour une transition vers des emplois verts, une stimulation économique durable, prendre des mesures urgentes afin de nous protéger contre un réchauffement planétaire insurmontable et pour assurer un avenir sain et digne.

Christophe Magdelaine / notre-planete.inf

POÈME

TROISIÈME GUERRE MONDIALE

Un seul ennemi contre tous les fils de la planète

I
Cette troisième guerre mondiale
nous a tous surpris,
NOUS, locataires de la planète TERRE.
L'homme a peur de l'homme,
il court se mettre à l'abri.
Scientifiques, Chercheurs planchent
sur ce mystère.

II
L'homme vous a donné un nom
«Coronavirus»
Vous n'étiez pas invité sur notre terre.
Qui êtes-vous ? D'où venez-vous
Coronavirus ?
Vous décidez de nous déclarer la guerre.

III
Humains, ce n'est pas un film de sciences
fiction
Qui est à l'actualité, c'est une réalité.
L'ennemi est à notre porte très révolté,
Chassons-le confinons-nous sans hésita-
tion.

IV
Est-ce Cataclysme ou Avertissement ?
Responsables de tous les pays très inquiets
Tentent de protéger leur peuple
désespérément.
Hélas ! Certains rebelles sont frappés
de plein fouet.

V
Ce monstre en miniature traverse
les océans
Invisible et seul, il terrorise et enterre
En dévorant les corps, tout en se glorifiant.
Coronavirus, nous te vaincrons
sur nos terres.

VI
Armées d'appareils respiratoires,
masques jetables
Nos troupes médicales mondiales
sont sur le front
Cent jours et pas cent ans
pour combattre à fond
Cet ennemi qui tue et se croit indomptable.

VII
Fils de la Terre et face à cet ennemi,
Restons vigilants pour gagner cette guerre.
Obéissons à tous nos Chefs, restons soumis
Pour dérouter ce monstre parasitaire.

VIII
Rendons hommages aux journalistes
infatigables.
Rendons hommage aux Gouvernements
de tous pays.
Hommage aux médecins, infirmiers
indispensables.
Combattons tous ensemble
en évitant nos sorties
POUR NE PAS ÊTRE ANÉANTIS.

IX
Fils de la Terre, restons unis mondialement
Changeons nos comportements,
cessons nos querelles
Vivons sans violence et amicalement.
Gardons notre planète saine.
CECI EST UN APPEL.

Arlette Minatchy Bogat, Écrivaine et poétesse
Vice-présidente de la Section AMOPA Guadeloupe

Le monde d'après commence maintenant !

Par Bernard Camier

La pandémie de Covid-19 aura mis en pleine lumière de façon impitoyable les inégalités qui ravagent notre époque. Que l'on soit aisé ou avec des revenus modestes, l'épidémie et le confinement ne touchent pas les individus de la même façon, loin de là. Et si l'on ajoute à cela une espérance de vie différente selon les niveaux de revenus, on constate que le Covid-19 a un impact bien plus important dans les catégories sociales modestes, comme c'est le cas aux USA, chez les Afro-Américains, sur-représentés dans le bas de l'échelle sociale.

LE CAPITALISME EST MIS À NU

Cette crise aura aussi mis en évidence, partout dans le monde, le rôle vital des professions les moins considérées dans les sociétés modernes que sont les employés de la voirie, les caissières, les manutentionnaires, les agriculteurs etc., sans qui la survie actuelle serait tout simplement impossible. Elle met enfin clairement en évidence la contradiction entre le capitalisme et l'humain lorsque l'on voit, presque partout, des services de santé fragilisés parce que gérés comme des entreprises, avec tous les risques que cela comporte. Le confinement imposé à de nombreux pays est la conséquence de choix politiques pris en amont. Le fait que cette décision extrême ait pris une telle ampleur est un signe de plus d'une uniformisation mondiale des politiques économiques sous la houlette des idéologues du capitalisme libéral.

Cependant, on ne doit pas céder à une forme de naïveté et penser que le constat général de ces inégalités et de ces choix désastreux suffiront pour faire changer le monde. L'histoire nous l'apprend : à une situation de crise ne correspond pas

automatiquement une prise de conscience claire des enjeux de la part des peuples. Il est nécessaire de mener, sans relâche, aujourd'hui, un combat idéologique clair et frontal pour dénoncer les discours d'aliénation, et faire progresser la conscience collective. Parmi tous les aspects de la crise, deux éléments fondamentaux paraissent importants à dégager.

UN REFRAIN CONNU : IL N'Y A PAS D'ALTERNATIVE

Un mot d'ordre a dominé les politiques menées dans le monde capitaliste depuis 40 ans, avec la «contre révolution» conservatrice des Margaret Thatcher et Ronald Reagan, et il continue de faire des ravages, c'est le célèbre «il n'y a pas d'alternative». Il continue de pervertir tout le débat démocratique et, aujourd'hui, sa traduction est le recours constant aux «experts», pour justifier des décisions réellement politiques, en se cachant honteusement derrière les avis de ces spécialistes. Conséquence très sensible : nous vivons en permanence, y compris pendant la pandémie du Covid-19, sous une véritable dictature des chiffres. Dans le discours public, on utilise à tort et à travers une abondance de données statistiques, souvent sans aucun recul, auxquelles on fait dire n'importe quoi, et que l'on assène pour faire taire toute critique. Mais on aurait tort de ne pas y prêter une grande attention à ces tours de passe-passe, lorsque l'on voit des chiffres «magiques» servir de fondements à la gestion de pays entiers, comme ce fameux «3% de déficit» des pays européens qui a causé de si grands dégâts sociaux et dont personne ne peut fournir la justification rationnelle.

LE TOURBILLON DÉSESPÉRÉ DU CAPITALISME

L'autre caractéristique de ces dernières décennies, à laquelle la crise du Covid-19 vient de donner une magistrale et salutaire claque, concerne la gestion du temps. Le capitalisme moderne a, en effet,

imprimé un tempo d'enfer à l'économie et celui-ci s'est étendu à toutes les activités. Plus de stock, telle est la nouvelle religion, et toute l'économie fonctionne à flux tendu. Tout doit aller à toute allure et cette vitesse, lorsque l'on est dans le domaine de l'information par exemple, ne permet plus de comprendre et d'assimiler le flot continu de données. Le fonctionnement de l'économie capitaliste lancée à plein régime aboutit, entre autres conséquences, à cette aberration de la gestion du temps qui voit coexister, dans la même société, des travailleurs à l'arrêt dans un chômage de longue durée et des travailleurs en «burn-out» totalement épuisés par des cadences infernales.

L'HISTOIRE EN MARCHÉ : UNE SORTE DE REYANCHE POSTHUME DE LÉNINE ?

Le combat idéologique pour faire progresser nos idées sera rude car, si l'histoire se fait devant nous, la conscience que les peuples en ont donne l'impression de régresser, et la propagande conservatrice fait tout pour brouiller les cartes. Mais le monde avance. Le passé nous laisse des leçons qu'il faut retenir pour renforcer nos analyses et combattre le fatalisme du «c'est comme ça». La comparaison, par exemple, de la pandémie de Covid-19 et de la crise économique qui arrive, avec la grippe espagnole de 1918 et la crise de 1929, ne mène pas très loin si l'on en reste à ce simple constat. Au contraire, si on regarde le contexte, les choses prennent un tout autre sens. Il y a un siècle, il n'y avait qu'un seul pays se réclamant du socialisme, l'URSS, et il était très affaibli. Mais c'est aussi à cette époque que la révolution bolchévique s'est infléchie pour engager la NEP (la nouvelle politique économique de coexistence du secteur privé et de l'économie d'état, en 1921). Cette orientation sera stoppée net par Staline, après la mort de Lénine en 1924, laissant une impression profonde d'échec. Or, il y a aujourd'hui plusieurs pays se réclamant du socialisme et le premier d'entre eux, la Chine a, elle aussi, adopté une stratégie économique du type de la NEP. Elle est en passe de devenir la première puissance mondiale... N'y a-t-il pas là comme une sorte de revanche posthume de Lénine ?

Déclaration commune des partis communistes et ouvriers pour la levée immédiate du blocus criminel des USA contre Cuba

15 avril 2020

SOLIDARITÉ OUI - BLOCUS NON

**NOUS DEMANDONS LA LEVÉE IMMÉDIATE
DU BLOCUS CRIMINEL DES USA SUR CUBA**

Alors que la pandémie de Covid-19 continue de s'étendre sur toute la planète, causant d'énormes souffrances et pertes humaines, elle confirme tragiquement l'existence de deux approches différentes : l'une insistant pour placer les profits et l'imposition d'un contrôle mondial au-dessus de la santé publique et du bien-être de leur propre population, et l'autre mettant les gens, leur santé et leur bien-être, au-dessus de tous les autres intérêts.

Au milieu de la pandémie de Covid-19, sur différents continents, les peuples deviennent les témoins de l'internationalisme et de la solidarité dont fait preuve Cuba en répondant aux appels à l'aide par l'envoi d'équipes médicales dans des dixièmes de pays. Cette réponse humanitaire est la continuation de décennies de pratique désintéressée lorsque des médecins et des infirmières cubains sont venus en aide à des pays frappés par des catastrophes naturelles ou des épidémies.

Alors que le mot «solidarité» est repris de tous côtés comme l'approche nécessaire pour que la planète entière puisse faire face à la pandémie, les États-Unis choisissent de durcir encore le blocus économique, commercial et financier illégal imposé à Cuba. En ces temps critiques, où des vies humaines sont en jeu, les États-Unis, en imposant la clause d'extraterritorialité de la loi Helms-Burton, entravent l'acquisition ou l'acheminement à Cuba d'équipements de protection individuelle, de ventilateurs et de kits de test. C'est la manifestation la plus horrible du blocus criminel qui dure depuis 60 ans et de ses conséquences sur la vie et le développement économique de Cuba et de son peuple.

Dans ces conditions, nous, soussignés, les partis communistes et ouvriers :

Dénonçons le criminel blocus économique, commercial et financier des États-Unis sur Cuba

Exiger la levée immédiate du blocus américain illégal sur Cuba

Exprimer notre gratitude pour la solidarité de Cuba envers les peuples dans le besoin par l'intermédiaire de ses équipes médicales

Réitérons notre solidarité avec le Parti communiste de Cuba, le gouvernement et le peuple cubains dans leur lutte pour défendre la voie socialiste du développement

Solidarité OUI - Blocus NON

Masque : comment le mettre, l'enlever et le laver en toute sécurité

L'Académie de médecine préconise le port du masque obligatoire dès maintenant. Voici comment bien le porter et l'entretenir après chaque utilisation.

LES BONS GESTES POUR METTRE VOTRE MASQUE

• **Se laver les mains avant de l'installer sur le visage.** Cela vous semble évident, mais pour beaucoup d'entre nous, cette étape est régulièrement oubliée. Rappelons pourtant que nos mains sont les meilleures amies des virus ! Autant de raisons d'utiliser plus que jamais gel hydroalcoolique ou savon pour désinfecter nos mains avant même de mettre le masque.

• **Saisir le masque par les brides élastiques** ou les liens et non par sa partie pleine afin d'éviter toute contamination potentielle

• **Le mettre en place :** L'ajuster parfaitement à votre visage pour couvrir bouche et nez. Placez le masque à mi-hauteur de votre visage, couleur vers l'extérieur dans le cas du masque chirurgical (sinon, le sens intérieur/extérieur est indiqué), entre le haut du nez et le bas du menton, la zone rigide toujours en haut : le bas du visage sera ainsi bien enveloppé. La barrette rigide en haut

du masque va permettre de bien pincer la narine.

• **Mettez les élastiques autour de chaque oreille.** Dans le cas de liens à nouer, attachez d'abord la partie supérieure derrière votre tête. Puis positionnez le masque et exercez une pression avec vos doigts sur l'arête de votre nez, puis vos pommettes, ce qui permettra de bien l'installer. Dépliez ensuite le masque vers le bas du menton pour qu'il recouvre bien le visage. Il doit être bien adapté, ni trop serré, ni trop lâche. De cette façon, vous éviterez le passage de gouttelettes et êtes bien protégé pour sortir en toute sécurité.

• **N'oubliez pas qu'il ne faut ensuite jamais se toucher le visage.** Et bien sûr éviter de baisser votre masque sur votre menton car tout l'effet protecteur serait annihilé immédiatement.

LES BONS GESTES POUR L'ÔTER

• **Pour enlever le masque, saisissez-le UNIQUEMENT par les élas-**

tiques ou la lanière, sans toucher l'autre partie potentiellement infectée par le virus. Si vous avez un masque chirurgical, jetez-le dans un sac à déchets spécifique que vous mettrez à la poubelle le lendemain.

• **Lavez-vous de nouveau les mains**
• **Changez régulièrement de masque** (dans l'idéal, toutes les quatre heures) et ne jamais réutiliser le même masque s'il n'a pas été lavé.

COMMENT NETTOYER SON MASQUE MAISON ?

60°, 70° ou plus, en plein air ou en sèche-linge ? Rien n'est vraiment arrêté sur la façon de prendre soin des masques en tissu après chaque utilisation.

Le minimum est de laver votre masque en tissu avec un détergent à la machine cycle coton de 30 minutes à 60°C ce qui évacuera les bactéries excrétées ou présentes sur sa face externe et les lanières lors de son utilisation et de ne pas le faire sécher en plein air. L'Afnor déconseille l'utilisation d'adoucisseur ou de nettoyer son masque en le mettant au micro-ondes.

Fonds de solidarité : vous pourrez être contrôlé pendant cinq ans

Les commerçants, artisans et autres indépendants ayant bénéficié d'une aide financière du Fonds de solidarité pourront être contrôlés pendant cinq ans, à compter de la date de versement, par les agents de la direction générale des finances publiques.

Plus d'un million de demandes avaient été déposées auprès du Fonds de solidarité mis en place dans l'urgence fin mars par l'Etat et les régions pour prévenir la cessation d'activité des très petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales de 10 salariés au plus particulièrement touchées par la crise sanitaire liée au Covid-19.

703 355 aides ont d'ores et déjà donné lieu à des versements d'un montant de 937 millions d'euros. Au vu des sommes engagées et des modalités pour bénéficier de l'aide de 1 500 € maximum -une simple déclaration auprès de la direction générale des finances publiques suffit- une ordonnance, prise dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et publiée le 23 avril au Journal officiel, est venue préciser les modalités de contrôle des bénéficiaires du Fonds de solidarité.

UN CONTRÔLE POSSIBLE PENDANT CINQ ANS

Les agents de la direction générale des finances publiques (DGFIP) pourront, dans les cinq années suivant la date de versement de l'aide, demander à tout bénéficiaire «la communication de tout document relatif à son activité, notamment administratif et comptable, permettant de justifier de son éligibilité et du correct montant de l'aide reçue», précise l'article 18 de l'ordonnance. Le professionnel disposera d'un délai d'un mois pour produire ces justificatifs à compter de la date de la demande.

«En cas d'irrégularités constatées, d'absence de réponse ou de réponse incomplète[...], les sommes indûment perçues [feront] l'objet d'une récupération selon les règles et procédures applicables en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine».

UNE AIDE DE 1 500 € POUR LE MOIS DE MARS ET D'AVRIL

Le Fonds de solidarité s'adresse aux commerçants, artisans, professions libérales et autres entrepreneurs ayant un effectif de 10 salariés au plus, un chiffre d'affaires inférieur à un million d'euros et un bénéfice annuel imposable inférieur à 60 000 €. Ils doivent avoir fait l'objet d'une fermeture administrative ou subi une perte de chiffre d'affaires d'au moins 50% entre mars 2019 et mars 2020 pour recevoir une aide financière au titre du mois de mars, et d'au moins 50% en avril 2020 par rapport à avril 2019 ou par rapport au chiffre d'affaires mensuel sur 2019 pour bénéficier de l'aide au titre du mois d'avril.

L'aide est d'un montant égal à la perte déclarée de chiffres d'affaires en mars et avril dans la limite de 1 500 €. Elle est à demander sur le site impots.gouv.fr. La demande pour avril doit se faire entre le 1^{er} mai et le 31 mai. Les entreprises les plus en difficulté employant au moins un salarié peuvent demander à percevoir une aide complémentaire comprise entre 2 000 € et 5 000 €. Les démarches sont à effectuer auprès des services de la région.

A noter : L'activité doit avoir débuté avant le 1^{er} février 2020 et l'entreprise ne doit pas être en liquidation judiciaire au 1^{er} mars 2020.

JOUR DE LA TERRE

22 AVRIL 2020



22 avril 2020

Jour de la Terre en confinement

**L'association CAMPEG
à marqué le jour de la Terre**

